

ANNEXES

INFORMATION, REGLEMENTATION, ETAT DES CONNAISSANCES ET ZONES DE
PRESOMPTION DE PRESCRIPTION EN MATIERE D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

SOURCE : DRAC CENTRE, ETAT.

058



Vu pour être annexé à la délibération du
Conseil Municipal en date du :

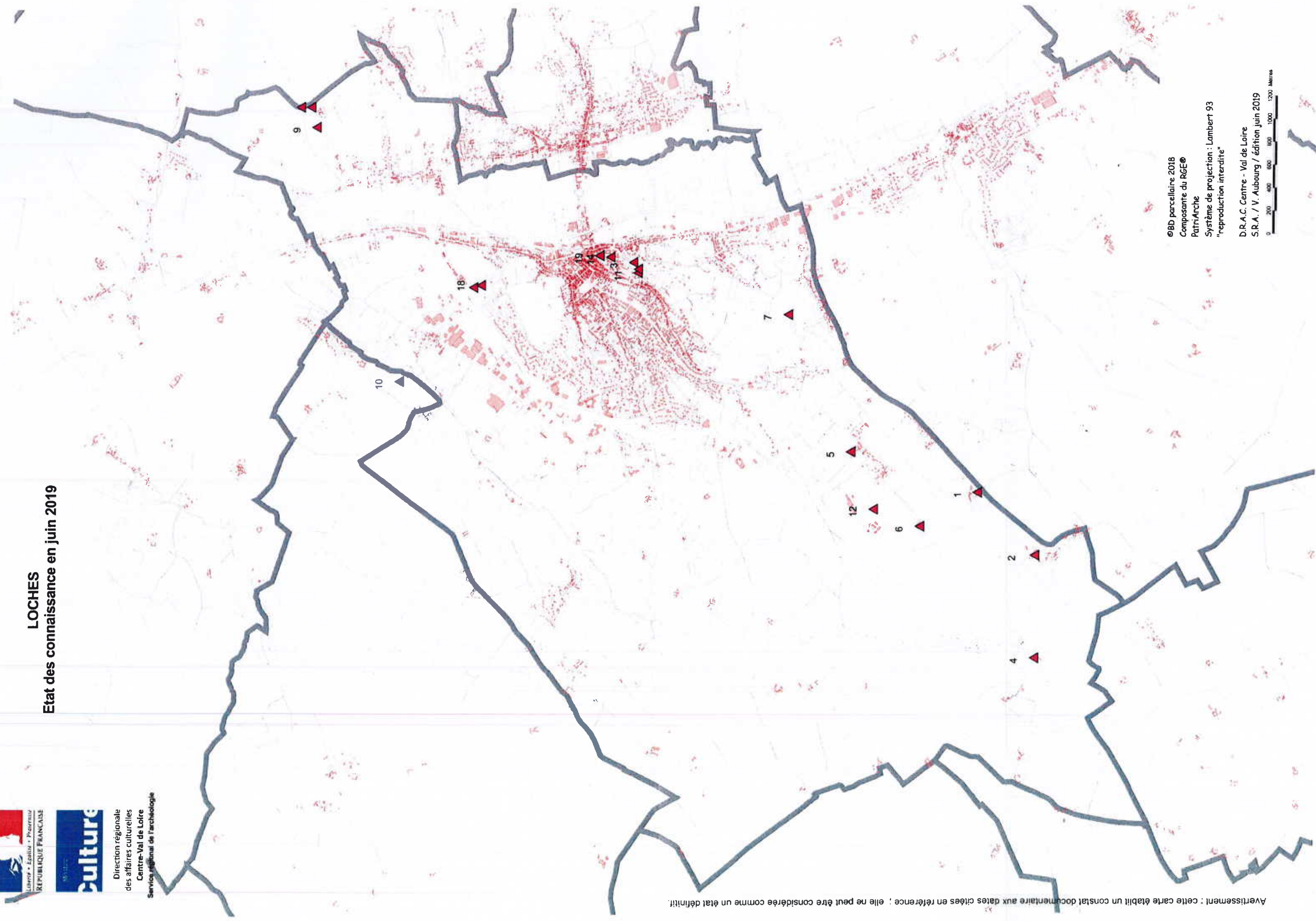
13 décembre 2019

Approuvant la révision du PLU de la ville
de Loches

Le Maire,
Marc ANGENAULT

LOCHES Etat des connaissances en juin 2019

ANNEXE 2



Avertissement : cette carte établit un constat documentaire aux dates citées en référence ; elle ne peut être considérée comme un état définitif.

©BD parcellaire 2018
Composante du RGE®
PatriArche
Système de projection : Lambert 93
"reproduction interdite"

D.R.A.C. Centre - Val de Loire
S.R.A. / V. Aubourg / édition juin 2019

0 200 400 600 800 1000 1200 Mètres

PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Direction régionale des
affaires culturellesService régional de
l'archéologie

Annexe archéologique

Commune de Loches

- I) Contexte général
- II) Partie réglementaire
- III) Informations portées à la connaissance des aménageurs
- IV) Zones de présomption de prescriptions archéologiques

I – Contexte général

Dans l'emprise de la commune de Loches, on retiendra un patrimoine exceptionnel (annexes 1 et 2). Son patrimoine est protégé par la mise en place d'une zone de présomption de prescription archéologique (annexes 3 et 4). Les premiers témoins d'occupation de ce secteur sud-est de la Touraine sont liés d'une part à la géologie, matière première, et d'autre part à la topographie, les vallées et les cours d'eau, sans oublier les autres ressources indispensables que sont la forêt et les terres. Les groupes d'habitat sont donc installés tout naturellement dans ces lieux spécifiques depuis les origines. Les cours d'eau, la rivière de l'Indre et ses nombreux affluents, les ruisseaux de la Ferrière, de Mazerolles et de l'Etang parcourent ce territoire du sud-ouest vers le nord-est et sont propices aux installations humaines. Quant au château de Loches, il occupe une position bien particulière, entre la rivière de l'Indre et le ruisseau de Mazerolles, sur la partie la plus haute formant éperon. Les dernières découvertes notamment sur le site du château apportent un nouveau regard sur cette agglomération antique de la cité des Turons. Elles montrent effectivement que l'espace est occupé dès l'Antiquité. Ce site est d'ailleurs mentionné par Grégoire de Tours. Il est mentionné par Eustache dès le milieu du V^e siècle. Les deux mentions concernent une église dans un *vicus*, et la fondation d'un monastère durant l'épiscopat de Volusien, entre 488-489 et 495-496. Il est précisé que le monastère est implanté par saint Ours au pied d'un *castrum* nouvellement construit. L'église pourrait être à l'emplacement de la collégiale Notre-Dame fondée entre 978 et 985, et le monastère à l'emplacement de l'abbaye de Beaulieu-lès-Loches attestée au XI^e siècle. Le site de hauteur de Loches est délimitée par une première enceinte de la première moitié du XI^e siècle. Cette mise en fortification est accompagnée de construction de bâtiments à l'intérieur de ce nouvel espace. Il comprend une aula, un donjon quadrangulaire dont la construction est initiée par Foulque-Nerra. L'imposant édifice sera en usage jusqu'au XII^e siècle, et sera ensuite délaissé. A la fin du XIV^e siècle, Loches a perdu toute fonction résidentielle et politique. Durant ce laps de temps, les fortifications n'auront de cesse d'être reprises et consolidées et ce jusqu'au XV^e siècle. Puis progressivement des constructions seront plaquées contre l'enceinte et le long des faubourgs. Ces maisons sont encore bien présentes dans le paysage lochois.

II - Partie réglementaire

R 111-4 du code de l'urbanisme : « tout projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques ».

R 122-20 du code de l'environnement (évaluation environnementale)

Le rapport comprend une analyse exposant les effets notables de la mise en œuvre du plan ou document sur l'environnement et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.

Découverte fortuite

L531-14 du code du patrimoine : « Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la

numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.

Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

L'autorité administrative peut faire visiter les lieux où les découvertes ont été faites ainsi que les locaux où les objets ont été déposés et prescrire toutes les mesures utiles pour leur conservation ».

Les maires peuvent saisir eux-mêmes le SRA

Article R. 523-8 du code du patrimoine relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie : « en dehors des cas prévus au 1° de l'article R. 523-4, les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux mentionnés au même article ou pour recevoir la déclaration mentionnée au dernier alinéa de l'article R. 523-7 peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance ».

Les zones de présomption de prescription archéologique

Article 5 du code du patrimoine relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie : « Sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation les projets d'aménagements affectant le sous-sol qui sont réalisés dans les zones définies dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique nationale, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 522-5 du code du patrimoine, par arrêté du préfet de région pris après avis de la commission interrégionale de la recherche archéologique, en fonction des informations scientifiques conduisant à envisager la présence d'éléments du patrimoine archéologique. L'arrêté du préfet de région est adressé au préfet du département ou des départements intéressés par le zonage aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, ainsi qu'aux maires des communes intéressées. Il fait l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois à compter du jour où il a été reçu. Il est tenu à la disposition du public dans les préfectures et dans les mairies ».

III) Informations portées à la connaissance des aménageurs : les modalités de saisine du Préfet de région

- en règle générale, toutes les demandes de permis d'aménager ou de ZAC dont l'emprise est au moins égale à 3 ha sont transmises pour avis au SRA ;
- les demandes de permis d'aménager et de ZAC dont l'emprise est inférieure à 3 ha ne sont transmises au SRA que lorsque le projet se trouve à l'intérieur d'une zone de présomption de prescription archéologique ;
- lorsqu'une demande d'autorisation au titre de l'urbanisme fait l'objet d'une prescription archéologique, la réalisation de celle-ci est un préalable à l'exécution des travaux ;
- pour que la réalisation des interventions archéologiques (diagnostic ou fouille) s'insère plus facilement dans le calendrier des travaux, les aménageurs ont intérêt à anticiper (article R. 523-12 et article R. 523-14 du code du patrimoine relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive) :
 - article R. 523-12 : les aménageurs peuvent, avant de déposer une demande pour obtenir les autorisations requises par les lois et règlements ou avant d'engager toute autre procédure, saisir le préfet de région afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques. A cette fin, ils produisent un dossier qui comporte un plan parcellaire et les références cadastrales, le descriptif du projet et son emplacement sur le terrain d'assiette ainsi que, le cas échéant, une notice précisant les modalités techniques envisagées pour l'exécution des travaux. Si le préfet de région constate que le projet est susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, il informe le demandeur, dans le délai de deux mois à compter de la réception de la demande, que le projet qu'il lui a présenté donnera lieu à des prescriptions de diagnostic archéologique ;
 - article R. 523-14 : si le préfet de région a fait connaître, en application de l'article R. 523-12, la nécessité d'un diagnostic, l'aménageur peut le saisir d'une demande anticipée de prescription. Le préfet de région prescrit alors, dans les conditions prévues par le présent décret, la réalisation d'un diagnostic archéologique et, si des éléments du patrimoine archéologique présents sur le site sont déjà connus, prend les autres mesures prévues à l'article R. 523-15. La redevance d'archéologie préventive correspondante est due par le demandeur, conformément au dernier alinéa de l'article L. 524-4 du code du patrimoine.

IV) Zones de présomption de prescriptions archéologiques

a) Rappel de la procédure

Si les ZAC et les lotissements affectant une superficie égale ou supérieure à 3 ha ou les aménagements et ouvrages soumis à étude d'impact sont systématiquement adressés pour instruction au service régional de l'archéologie (Préfecture de Région, DRAC Centre), il n'en va pas de même pour d'autres catégories de travaux ou pour les ZAC ou lotissements de moindre superficie. Les travaux d'affouillement ou d'exhaussement de sol liés à des opérations d'aménagement d'une superficie supérieure à 10000 m² et affectant le sol sur une profondeur de plus de 0,50 mètre sont également adressés pour instruction au service régional de l'Archéologie. Il en va de même pour les travaux d'essouchage ou de retenue d'eau sur des surfaces supérieures à 10000 m² (Livre V du code du patrimoine, titre II, chapitre III et section 1 : champ d'application).

Pour les communes dotées de zone de présomption de prescription archéologique (ZPPA), les dossiers sont alors transmis pour instruction au service régional de l'Archéologie, en fonction des seuils indiqués sur les arrêtés préfectoraux, édictés par le préfet de région (article 5 du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive)..

La commune est dotée d'une ZPPA arrêté n°04-201 du 29 juillet 2004.

b) Copie de l'arrêté et du document graphique (annexes 3 et 4).

Préfecture de la région Centre-Val de Loire, Direction régionale des Affaires culturelles,
régional de l'Archéologie,
liste des sites de la commune de : LOCHES

Numéro de l'EA	Nom du site / Lieu-dit-cadastral	Chronologie et vestiges
37 132 0001	le Bordage / le Bordage/le Bordage	(Paléolithique ancien) occupation
37 132 0002	Fretay / Fretay/Fretay	(Paléolithique ancien) occupation
37 132 0003	autour du château de Loches / autour du château de Loches/autour du château de Loches	(Néolithique) occupation
37 132 0004	la Blanchardière / la Blanchardière/la Blanchardière	(Paléolithique) occupation
37 132 0005	Fosse Courtoise / Fosse Courtoise/Fosse Courtoise	(Néolithique) occupation
37 132 0006	la Gaudinière / la Gaudinière/la Gaudinière	(Néolithique) occupation
37 132 0007	Mauvières / Mauvières/Mauvières	(Néolithique) occupation
37 132 0008	Contray / Contray/Contray	(Haut-empire) aqueduc
37 132 0009	Contray / Contray/Contray	(Gallo-romain) villa grand(e)
37 132 0010	LA HOGUE / /	(Epoque indéterminée) fossé
37 132 0011	le Bourg / le Bourg/le Bourg	(Moyen-âge) défense
37 132 0012	LA BAILLANDIERE / /	(Epoque indéterminée) fossé
37 132 0013	Contray / Contray/Contray	(Gallo-romain) construction
37 132 0013	Contray / Contray/Contray	(Gallo-romain) occupation
37 132 0014	le Bourg, ancienne église Saint-Ours / le Bourg, ancienne église Saint-Ours/le Bourg, ancienne église Saint-Ours	(Haut-empire) bâtiment
37 132 0014	le Bourg, ancienne église Saint-Ours / le Bourg, ancienne église Saint-Ours/le Bourg, ancienne église Saint-Ours	(Haut-empire) occupation
37 132 0015	le Bourg, ancienne église Saint-Ours / le Bourg, ancienne église Saint-Ours/le Bourg, ancienne église Saint-Ours	(Bas-empire - Haut moyen-âge) église
37 132 0016	le Château, parc Baschet / le Château, parc Baschet	(Bas moyen-âge - Epoque contemporaine) bâtiment
37 132 0016	le Château, parc Baschet / le Château, parc Baschet	(Bas moyen-âge - Epoque contemporaine) édifice fortifié
37 132 0016	le Château, parc Baschet / le Château, parc Baschet	(Bas moyen-âge - Epoque contemporaine) habitat
37 132 0016	le Château, parc Baschet / le Château, parc Baschet	(Bas moyen-âge - Epoque contemporaine) porte

Numéro de l'EA	Nom du site / Lieu-dit-cadastral	Chronologie et vestiges
37 132 0017	la Vallée du Parc / la Vallée du Parc	(Néolithique moyen) habitat ?
37 132 0018	la Vallée du Parc / la Vallée du Parc	(Bas moyen-âge - Epoque moderne) chemin
37 132 0018	la Vallée du Parc / la Vallée du Parc	(Bas moyen-âge - Epoque moderne) fosse
37 132 0018	la Vallée du Parc / la Vallée du Parc	(Bas moyen-âge - Epoque moderne) fossé
37 132 0018	la Vallée du Parc / la Vallée du Parc	(Bas moyen-âge - Epoque moderne) parcellaire
37 132 0019	château de Loches / château de Loches	(Bas moyen-âge - Epoque moderne) bâtiment rectangulaire
37 132 0019	château de Loches / château de Loches	(Bas moyen-âge - Epoque moderne) chapelle
37 132 0020	château de Loches / château de Loches	(Bas moyen-âge - Epoque moderne) cultuel et religieux
37 132 0020	château de Loches / château de Loches	(Bas moyen-âge - Epoque moderne) moule à cloches
37 132 0021	château de Loches / château de Loches	(Moyen-âge classique) rempart
37 132 0021	château de Loches / château de Loches	(Moyen-âge classique) sommet fortifié



PRÉFECTURE DE LA RÉGION CENTRE

**ARRETE PREFECTORAL
REGIONAL**
en date du 29 JUIL. 2004
enregistré le 29 JUIL. 2004
sous le numéro 04.301



Direction régionale
des affaires culturelles
Centre

Service régional de l'archéologie

Arrêté
définissant le mode de saisine du Préfet de Région en application de l'article L 522-5, 2^{ème}
alinéa, du Code du Patrimoine et du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux
procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive

Commune de Loches (Indre-et-Loire)

LE PREFET DE LA REGION CENTRE
PREFET DU LOIRET
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code du Patrimoine et notamment son livre V ;

VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-2-4, R. 421-38-10-1 et R. 442-3-1 ;

CONSIDERANT l'intérêt historique et archéologique de la commune de Loches, agglomération médiévale et moderne d'origine antique, et dont le terroir est occupé dès la préhistoire ;

ARRETE

Article 1 : Sur l'étendue de la commune de Loches sont définis trois types de zones géographiques, comme le prévoit le 1° de l'article 1er du décret n°2002-89, figurées sur les documents graphiques annexés au présent arrêté :

- dans la zone géographique "A", toutes les demandes de permis de construire, de démolir, et d'autorisations d'installations et travaux divers devront être transmises au Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles service régional de l'archéologie, 6 rue de la Manufacture 45043 Orléans Cedex) pour instruction et prescriptions archéologiques éventuelles, ainsi que les travaux énumérés à l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme dont l'emprise est supérieure à 1 000 m².
- dans la zone "B", les demandes de permis de construire, de démolir, et d'autorisations d'installations et travaux divers devront être transmises au Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles, service régional de l'archéologie) pour instruction et prescriptions archéologiques éventuelles lorsque la surface des parcelles est supérieure à 1000 m², ainsi que les travaux énumérés à l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme dont l'emprise est supérieure à 1 000 m².

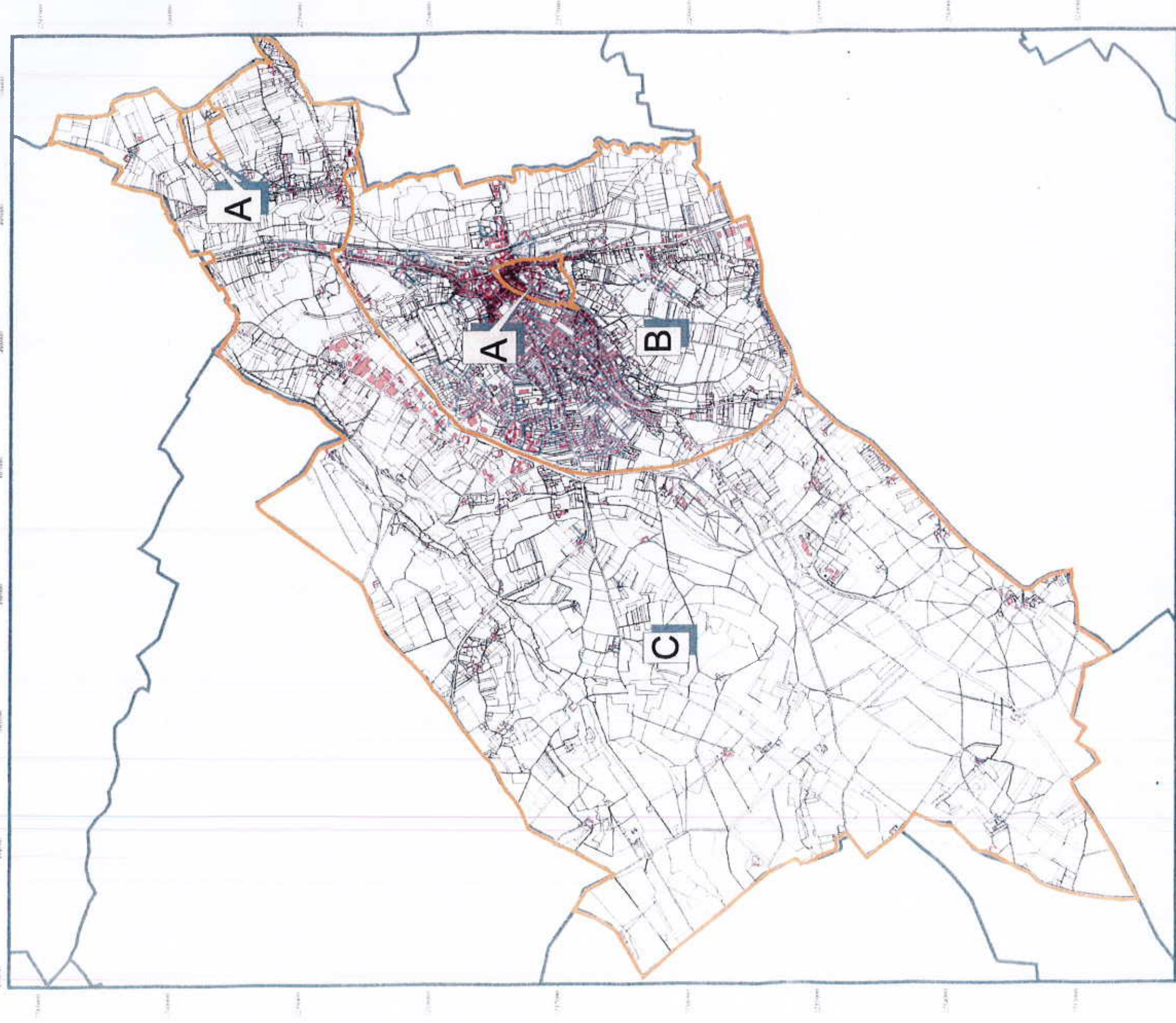
- dans la zone "C", les demandes de permis de construire, de démolir, et d'autorisations d'installations et travaux divers devront être transmises au Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles, service régional de l'archéologie) pour instruction et prescriptions archéologiques éventuelles lorsque la surface des parcelles est supérieure à 10 000 m², ainsi que les travaux énumérés à l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme dont l'emprise est supérieure à 1 000 m² ;

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de toutes les préfectures de la région. Il sera adressé par le préfet du département au Maire de la commune, aux fins d'affichage en Mairie pendant un délai d'un mois minimum.

Article 3 : Le Directeur régional des Affaires culturelles et le préfet du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le 29 JUL. 2004


André VIAU



Projection : Lambert II étendu



Préfecture de la région
Centre
Direction régionale
des affaires culturelles
Service régional de l'archéologie

**Document graphique annexé à l'arrêté n°04/0445
définissant le mode de saisine du Préfet de région
en application du décret 2002-89 relatif à
l'archéologie préventive**

**Commune de LOCHES
Indre-et-Loire (37 132)**

Zones de saisine et délimitation de seuils

Transmission systématique (A)
Superficie des parcelles > 1000 m² (B)
Superficie des parcelles > 10000 m² (C)

Echelle : 1:30000

SIEL Syndicat intercommunal d'énergie d'Indre-et-Loire ;
S.R.A. / édition du 06/2005



Département d'Indre-et-Loire